



CHAPITRE 99

CHAPTER 99

Loi concernant la ville de Mont-Royal An Act respecting the town of Mount
Royal

[Sanctionnée le 28 mars 1947]

[Assented to, the 28th of March, 1947]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Mont-Royal a, par sa pétition, représenté que, contrairement aux dispositions de règlements d'emprunt adoptés par la dite ville, les taxes spéciales imposées par les dits règlements ont été réparties sur les propriétaires riverains pour une période plus longue que les termes des emprunts que les règlements autorisaient;

Que les taxes spéciales prévues aux mêmes règlements aux fins d'acquitter la partie des dits emprunts qui devait être supportée par tous les propriétaires de la municipalité ont été imposées sur la seule valeur des terrains imposables au lieu de l'être sur la valeur des biens-fonds imposables, comprenant les terrains et les bâtisses;

Que le conseil de la ville de Mont-Royal, mis au courant de cette situation, a ordonné une vérification complète de toute sa situation financière et plus spécialement en ce qui concerne cette question des règlements d'emprunt;

Qu'il appert du rapport du vérificateur que les contribuables ont acquitté régulièrement les charges qui leur ont été faites dans le passé d'après le système exposé ci-dessus mais que, par ailleurs, ces charges, quoique faites de bonne foi du consentement des contribuables intéressés, sont entachées d'illégalités et que la ville de Mont-Royal est exposé à des procédures;

WHEREAS the town of Mount Royal has by its petition represented that contrary to the provisions of loan by-laws adopted by the said Town, the special taxes imposed by the said by-laws have been assessed on the bordering proprietors for a longer period than the terms of the loans authorized by said by-laws;

Whereas the special taxes provided for in the said by-laws in order to repay the share of the said loans which should have been borne by all the proprietors in the municipality have been assessed on the valuation of the taxable land only, instead of being assessed on the valuation of the taxable immovables, i.e. land and buildings;

Whereas the council of the town of Mount Royal, on learning of the situation, has ordered a complete audit of its financial situation and more specifically on matters relating to the loan by-laws;

Whereas the auditor's report shows that the rate-payers have paid regularly the charges levied in the past under the system mentioned above but that, moreover, these charges, although levied in good faith, with the consent of the taxpayers concerned are illegal in some respects, and that the town of Mount Royal is liable to legal action;

Que toutes telles procédures placeraient la ville dans une impasse et qu'aucune disposition dans la loi générale actuelle ne prévoit de solution à la situation;

Qu'il est nécessaire, dans l'intérêt des contribuables et de la ville de Mont-Royal, que les rôles de perception actuels soient ratifiés et confirmés à toutes fins que de droit en ce qui concerne tous les versements exigibles avant le 1er novembre 1947;

Qu'il y a lieu d'autoriser la ville à répartir de nouveau les versements échéant à compter du 1er novembre 1947 de façon que cette partie des taxes qui sont payables par l'ensemble des propriétaires le soient d'après la valeur des biens-fonds imposables au lieu de l'être d'après la valeur du terrain seulement, et que les taxes spéciales payables par les propriétaires riverains soient réparties sur une période qui ne dépasse pas la date de remboursement des emprunts;

Que dans l'intérêt de la ville et pour la bonne administration de ses affaires, vu ses besoins particuliers, il y a lieu d'amender, quant à elle, l'article 488 de la Loi des cités et villes, 1941, pour donner à son conseil la faculté de taxer ou de ne pas taxer les machineries et accessoires dans les limites de la ville qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient au propriétaire du fonds; d'amender ladite loi, pour la ville, en y ajoutant l'article 526*a* après l'article 526 afin de donner à la ville le pouvoir d'imposer une taxe d'affaires sur les maisons d'entrepôt et d'emmagasinage; d'amender le paragraphe 1 de l'article 426 de ladite loi, remplacé pour la ville par la loi 1 Édouard VIII, chapitre 10, afin d'étendre l'autorité du conseil à l'usage des immeubles à ériger dans la ville et de déterminer la procédure pour l'adoption des nouveaux règlements en vertu du paragraphe 1 de l'article 426;

Attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes contenues dans la dite pétition et, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 3 George V, chapitre 72, modifiée par les lois 5 George V, chapitre 102, 23 George V, chapitre 134, 24 George V, chapitre

Whereas any such legal action would cause embarrassment to the town and no disposition in the general law, as it stands now, provides any relief to this situation;

Whereas it is necessary, in the interest of the tax-payers and of the town of Mount Royal, that the present collection rolls be ratified and confirmed for all legal purposes, with respect to all of the instalments due before November 1st, 1947;

Whereas it is expedient to authorize the town to reapportion the instalments collectable as from November 1st, 1947, so that this share of the taxes payable by all the proprietors, be levied on the valuation of the assessable immoveables, instead of on the valuation of the land only, and that the special taxes payable by the bordering proprietors be apportioned during a period not to exceed the term of reimbursement of the loans;

Whereas in view of the specific needs of the town of Mount Royal, in its interest and for the good administration of its affairs, it is expedient to amend, as to it, section 488 of the Cities and Towns Act, 1941, in order that its council be given the option of taxing or not taxing the machinery and accessories in the town which are immovable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the ground; to amend the said act, for the town, by adding thereto section 526*a* after section 526 in order to empower the town to impose a business tax on warehouses and storehouses; to amend paragraph 1 of section 426 of the said act, as replaced for the town by the act 1 Edward VIII, chapter 10, in order to extend the authority of the council as to the use of the buildings to be erected in the town and to determine the procedure of adoption of new by-laws by virtue of paragraph 1 of section 426;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition, and, for the good administration of the affairs of the town of Mount Royal, that its charter, the act 3 George V, chapter 72 amended by the acts 5 George V, chapter 102, 23 George V, chapter 134,

102, 1 Édouard VIII, chapitre 10, 8 George VI, chapitre 64 et 10 George VI, chapitre 73, soit de nouveau modifiée;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Répartition auto-
risée.

1. Le conseil de la ville de Mont-Royal est autorisé à répartir de nouveau, à compter du 1er novembre 1947, les versements sur les taxes spéciales imposées aux propriétaires riverains par ses règlements Nos 2, 12, 35, 50, 53, 57, 58, 60, 61, 63, 82, 83, 87, 92, 94, 95, 96, 98, 103, 104, 109, 110, 112, 113, 128, et 145, tels que modifiés par une résolution du conseil de la ville de Mont-Royal adoptée le 18 décembre 1944, de manière à fixer le remboursement des dites taxes spéciales durant la période s'étendant du 1er novembre 1947 au 1er novembre 1963.

Taxe spéciale au-
torisée.

2. Le conseil de la ville de Mont-Royal, dans le but de rencontrer les intérêts et le capital de cette partie des emprunts effectués sous l'autorité des règlements mentionnés à l'article 1 de la présente loi et qui doit être payée par l'ensemble des propriétaires, est autorisé à imposer de nouveau, à compter du 1er novembre 1947, sur tous les immeubles imposables de la ville, une taxe spéciale à être déterminée chaque année sur la valeur imposable des dits immeubles.

Rôles va-
lidés.

3. Les rôles de perception de la ville de Mont-Royal préparés en vertu des règlements mentionnés ci-dessus sont ratifiés et déclarés valides à toutes fins que de droit en ce qui concerne tous les versements exigibles avant le 1er novembre 1947 et la ville peut recouvrer tous tels versements et garder ceux qui ont été perçus.

Règle-
ment mo-
diifié.

4. Les sous-paragraphes *e* et *f* du paragraphe 1 de l'article 9 du règlement No 156 de la ville de Mont-Royal, par lesquels des taxes spéciales sont imposées sur la valeur cotisée du terrain seulement, sont remplacés par les suivants:

"*e*) Sur toute cette portion de l'emprunt qui sera affectée à la construction de

24 George V, chapter 102, 1 Edward VIII, chapter 10, 8 George VI, chapter 64 and 10 George VI, chapter 73, be again amended;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The council of the town of Mount Royal is authorized to reapportion, as from November 1st, 1947, the instalments of the special taxes imposed on the bordering proprietors by its by-laws numbers 2, 12, 35, 50, 53, 57, 58, 60, 61, 63, 82, 83, 87, 92, 94, 95, 96, 98, 103, 104, 109, 110, 112, 113, 128 and 145, as modified by a resolution of the council of the town of Mount Royal, adopted on December 18, 1944, in order to fix the reimbursement of the said special taxes over the period extending from November 1st, 1947 to November 1st, 1963.

Appor-
tionment
author-
ized.

2. The council of the town of Mount Royal, in order to meet the interest and capital of such share of its loans made in virtue of the by-laws mentioned in section 1 of this act, and which is payable by all the proprietors, is authorized to reassess, as from November 1st, 1947, on all assessable immoveables in the town, a special tax to be fixed yearly, on the taxable valuation of the said immoveables.

Special
tax
author-
ized.

3. The collection rolls of the town of Mount Royal prepared in virtue of the by-laws abovementioned are ratified and declared valid for all legal purposes, as to all of the instalments due before November 1st, 1947, and the town is empowered to collect all said instalments and to retain those which have already been collected.

Rolls va-
lidated.

4. Subsections *e* and *f* of paragraph 1 of article 9 in by-law 156 of the town of Mount Royal, by which special taxes are imposed on the assessed valuation of land only, are replaced by the following:

By-law
amended.

"*e*) On the whole of that portion of the loan which will be applied to the construc-

rebords de trottoir, de conduites et de prises d'eau dans les rues décrites à la dite annexe "A", une cotisation spéciale sur tous les immeubles imposables de la ville et leurs propriétaires, d'après la valeur des dits immeubles apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur lors de la cotisation;

"f) Sur toute la portion de l'emprunt qui sera affectée aux améliorations ci-dessus mentionnées, et pour le paiement desquelles aucune taxe n'est prévue ci-dessus, une cotisation spéciale sur tous les immeubles imposables de la ville et leurs propriétaires, d'après la valeur des dits immeubles apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur lors de la cotisation."

1946,
c. 73,
aa. 1-2,
ab.

5. Les articles 1 et 2 de la loi 10 George VI, chapitre 73, sont abrogés.

S.R.,
c. 233,
a. 488,
remp.
pour la
ville.

6. L'article 488 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville de Mont-Royal, par le suivant:

Immeu-
bles im-
posables.

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y sont faites. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation, au nom du propriétaire du fond. Cependant le conseil pourra imposer les machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartaient au propriétaire du fond. Leur valeur réelle est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fond, mais si ce dernier prouve aux estimateurs que des machineries ou accessoires ont été placés par un locataire ou autre occupant, la valeur de ces machineries ou accessoires est portée au nom du locataire ou occupant qui les possède et qui, à cet égard, est traité comme un propriétaire d'immeubles imposables."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

7. Le paragraphe 1 de l'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), remplacé pour la ville par la loi 1 Édouard VIII, chapitre 10, est de nouveau remplacé par ce qui suit:

tion of curbs, water-mains, and hydrants on the streets described in the said Schedule "A", a special assessment on all assessable immoveables in the town; and their proprietors, according to the value of the said immoveables as it appears on the valuation roll in force at the time of the assessment;

"f) On that portion of the loan which will be appropriated to the hereinabove mentioned improvements and for the payment of which no tax has been provided hereinabove, a special assessment on all assessable immoveables in the town and on the proprietors thereof, according to the value of the said immoveables as it appears on the valuation roll in force at the time of the assessment."

5. Sections 1 and 2 of the act 10 George VI, chapter 73, are repealed.

1946,
c. 73,
ss. 1, 2,
repealed.

6. Section 488 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), is replaced, for the town of Mount Royal, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 488, re-
placed for
town.

"488. The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and work-shops erected thereon and all improvements made thereto. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground. The council may however tax the machinery and accessories which are immoveable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the ground. Their actual value shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground but if the latter prove to the assessors that machinery or accessories have been installed by a tenant or other occupant, the value of such machinery and accessories shall be entered in the name of the tenant or occupant possessing them who, in this respect, shall be treated as an owner of taxable immoveables."

Taxable
immove-
ables.

7. Paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), as replaced for the town by the act 1 Edward VIII, chapter 10, is again replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Construc-
tions, etc.

“1° Pour réglementer la hauteur de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminée et autres constructions; pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, cheminées, souches de cheminées, ou autres ouvrages n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils doivent être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et murs extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que doivent avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée et appareils de chauffage et les matériaux dont ils doivent être composés; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues; pour déterminer les genres de bâtiments qui peuvent être érigés en divers endroits de la ville, leur coût minimum et l'usage auquel ils peuvent servir; pour prescrire l'espace qui doit être laissé libre entre les bâtisses et les limites de la propriété sur laquelle ces bâtiments sont érigés à la fois en ce qui regarde l'étendue de front et leurs lignes latérales, et aussi quant au minimum du front des lots sur lesquels diverses espèces de constructions peuvent respectivement être érigées; pour obliger les propriétaires à en soumettre le plan à l'inspecteur des bâtiments ou autre officier et obtenir de celui-ci un certificat constatant l'approbation du plan et autorisant la construction; pour empêcher la construction de bâtiments et ouvrages non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme auxdits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire.

Modifica-
tion, etc.

Nul règlement qui sera adopté en vertu de l'alinéa précédent ou qui a été adopté en vertu de l'alinéa remplacé présentement ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement soumis aux formalités suivantes: une première et une deuxième

Buildings,
etc.

“1. To regulate the height of all buildings, chimneys, stacks and other structures; to prevent the construction or maintenance of the buildings, walls, chimneys, stacks and other structures as are not of the required stability, and provide for their destruction; to prescribe the depths of cellars and basements, the material and methods of construction of foundations and foundation walls, the manner of construction and location of drains and sewer pipes, the thickness, materials and construction of party walls, partitions and outside walls, the size and materials of floor beams, girders, piers, columns, roofs, chimney flues and heating apparatus; to regulate the architecture, dimensions and symmetry of buildings in certain streets; to determine the categories of buildings which may be erected in various localities of the town, the minimum cost thereof and the use to which the same may be put; to prescribe the distance to be left between buildings and the boundaries of the property upon which the same are erected both as regards the frontage and side lines thereof, as well as the minimum frontage of lots on which various kinds of buildings may respectively be built; to compel the proprietors to submit the plans thereof to the building inspector or any other officer and to obtain from the latter a certificate approving the plan and authorizing the work; to prohibit the construction of buildings and structures not conforming to such by-laws, and to direct the suspension at any time of the erection of any such building as does not conform to such by-laws, and to cause the demolition of any building, not conforming to such by-laws, if necessary.

No by-law hereafter adopted under the preceding paragraph or heretofore adopted in virtue of the paragraph replaced hereby may be amended or repealed except by another by-law passed in accordance with the following formalities: Amend-
ment, etc.

lecture de ce règlement auront lieu à des jours différents; après l'adoption dudit règlement en première lecture, un avis à cet effet énonçant sommairement la nature des amendements proposés par ledit règlement sera publié deux fois à différents jours en anglais dans un quotidien de langue anglaise et en français dans un quotidien de langue française dans la cité de Montréal; la deuxième lecture dudit règlement n'aura lieu qu'après l'expiration d'une semaine à compter du dernier jour de publication dudit avis; pour être adopté à l'une ou l'autre lecture, ledit règlement devra recevoir les suffrages affirmatifs d'une majorité de tous les membres du conseil".

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour la
ville.

S. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526 le suivant:

Taxe
d'affaires.

"**526a.** Au lieu d'imposer et prélever les taxes ou droits annuels autorisés par l'article 526 de la Loi des cités et villes (Statuts Refondus 1941, chapitre 233), la ville est autorisée à imposer et prélever sur toutes les classes ou catégories de commerce, industrie, manufactures, établissements financiers, occupations, arts, profession, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou employés par une ou des personnes, sociétés, compagnies ou corporations comprises dans les limites de la ville et sur tous les locaux y occupés comme maisons d'entrepôt et d'emmagasinage, ou, à la discrétion du conseil, sur certaines desdites catégories ou classes, une taxe appelée "taxe d'affaires" n'excédant pas huit et demi pour cent de la valeur annuelle, portée au rôle d'évaluation, du lieu ou des lieux où sont exercés lesdits commerce, industrie, occupation, art, profession, métier ou moyens de profit et d'existence ci-dessus mentionnés, ou, selon le cas, du lieu ou des lieux ainsi occupés comme maisons d'entrepôt et d'emmagasinage.

Autres
taxes abo-
lies.

La taxe d'affaires ainsi imposée remplacera, pour les catégories, classes ou locaux y assujettis, les taxes ou droits annuels autorisés par l'article 526 de ladite Loi des cités et villes. Les classes, caté-

first and second readings of such by-law shall take place on different days; after such by-law has undergone first reading a notice to that effect and stating in a summary manner the nature of the amendments proposed by such by-law shall be published twice on different days in English in a daily newspaper published in the English language and in French in a daily newspaper published in the French language in the city of Montreal; second reading of such by-law shall not take place until after the expiry of one week from the last day of publication of such notice; in order to be adopted at any such reading this by-law shall require the affirmative vote of a majority of all the members of the council."

S. The Cities and Towns Act (Revised R.S.,
Statutes, 1941, chapter 233) is amended, c. 233,
for the town, by adding thereto after sec- s. 526a,
tion 526 the following: added for
town.

"**526a.** Instead of imposing and levy- Business
ing the annual dues or taxes authorized tax.
by section 526 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) the town is authorized to levy and impose on all categories or classes of commerce, industry, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings, or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms, companies or corporations within the boundaries of the town and on all premises in the town occupied as warehouses or storehouses, or, at the discretion of the council, on certain of the said categories or classes, a tax called "business tax" not exceeding eight and a half per cent of the annual value, as entered on the valuation roll, of the place or places in which the said commerce, industry, occupation, art, profession, calling or means of earning a profit or livelihood, above mentioned, is carried on, or, as the case may be, of the place or places so occupied as a warehouse or storehouse.

The business tax so imposed shall re- Other
place, for the categories, classes or premi- taxes
ses subject thereto, the annual dues or abolished.
taxes authorized by section 526 of the said Cities and Towns Act. The remaining

gories ou locaux restants non tenus de payer ladite taxe d'affaires resteront assujettis aux taxes autorisées par ledit article 526."

classes, categories or premises which are not bound to pay such business tax shall remain subject to the taxes authorized by the said section 526."

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.